

PORTRAIT

# De Grigny à la tête de la CPME, le parcours hors norme d'Amir Reza-Tofighi

Fils de réfugiés politiques iraniens, enfant de la banlieue parisienne, startupper, le nouveau président de la CPME - la Confédération des petites et moyennes entreprises - n'a pas le profil de l'emploi.



Amir Reza-Tofighi est, à 40 ans, le plus jeune président élu à la tête de la CPME. (STEPHANE DE SAKUTIN/AFP)

Par **Leïla de Comarmond**, **Marion Kindermans**, **Yves Vilaginés**

Publié le 3 févr. 2025 à 16:00 | Mis à jour le 3 févr. 2025 à 17:16

« Quand je l'ai vu, je me suis dit : qui est ce jeune débraillé et chevelu ? On aurait dit un jeune diplômé sorti de l'école au milieu de tous ces costumes cravates », s'amuse encore un membre du comité exécutif de la CPME, se souvenant de son arrivée au sein de l'instance de direction, il y a six ans. Amir Reza-Tofighi, le nouveau président de la

deuxième organisation patronale française, vient de fêter ses quarante ans, vingt de moins que son prédécesseur **François Asselin**, et vingt-quatre ans de moins que Patrick Martin, le président du Medef.

**En l'élisant le 21 janvier**, avec le score sans ambiguïté de 65,4 %, la CPME n'a pas seulement choisi de rajeunir son image. « Son profil est radicalement différent de l'incarnation actuelle des petits patrons par la CPME », souligne le spécialiste du patronat, Michel Offerlé, auteur notamment de « Patron », publié l'an dernier chez Anamosa. Amir Reza-Tofighi n'a en effet rien d'un notable.

### **« A 4.211 km de Téhéran »**

Son histoire familiale démarre en Iran. Opposants communistes au shah Mohammad Reza Pahlavi, ses parents ont connu la prison : dix ans pour son père, cinq ans pour sa mère. Libérés après la révolution islamique de 1979, ils entrent de nouveau en résistance, contre les mollahs cette fois, et finissent par quitter clandestinement le pays pour se réfugier en France.

C'était en 1983. Un an après naissait leur fils unique, Amir qui veut dire « éternel » en persan. Le couple s'installe à Grigny 2, l'une des plus grandes copropriétés d'Europe, en Essonne. « A 4.211 kilomètres de Téhéran », avait-on l'habitude de rappeler chez les Reza-Tofighi. C'est là qu'a grandi le nouveau leader patronal qui parle couramment le farsi.

Ses premières années, il se souvient les avoir passées dans une ambiance chaleureuse et animée, « à 10 dans [le] deux-pièces » que ses parents partageaient avec d'autres réfugiés iraniens, unis dans le même combat contre le régime islamiste et pour les droits humains. Un combat qu'ils poursuivent encore aujourd'hui.

### **Une enfance à Grigny, dans l'Essonne**

Son énergie, le nouveau dirigeant de la CPME l'a puisée aussi dans le territoire où il a grandi. Grigny a poussé comme un champignon à l'époque des utopies urbaines fondées

sur le tout-voiture et percutées par la crise de 1973. Plus de 90 % de sa surface est désormais classée en quartier de politique de la ville. On parle rarement de cette **commune pauvre de grande banlieue** en dehors des épisodes de violence urbaine. Alors même que ce territoire, où plus de la moitié de la population a moins de trente ans, a toujours foisonné **d'initiatives créatives et solidaires**.

**« « Julien et Pierre étaient dithyrambiques, ils assuraient qu'Amir avait le potentiel pour devenir directeur général de Vitalliance. » »**

Mike Ohana Créateur notamment de Crossknowledge

La ville s'est ainsi fait une place à part sur la scène rap dans les années 2000. Amir Reza-Tofighi l'a vécu au contact notamment de son ami de maternelle, le rappeur Cokein, avec qui il est encore très lié, même s'ils ne se voient que de loin en loin.

Lui a pris une autre route. S'il excellait en maths et physique, celui que tous présentent aujourd'hui comme un « gros bosseur » la joue dilettante jusqu'au bac, ce qui lui valut ce conseil de sa CPE du lycée Jean-Baptiste-Corot, à Savigny-sur-Orge : ne surtout pas faire de classe préparatoire.

### **Supélec, puis un master entrepreneuriat à HEC**

Il commence donc par la fac avant d'entrer à Supélec puis HEC pour un master entrepreneuriat en 2009. Mais la rencontre la plus déterminante pour celui qui dit s'être senti « entrepreneur depuis toujours » s'est faite ailleurs... Pour financer ses études, Amir Reza-Tofighi a dû travailler. Les cours de karaté, de maths ou de physique n'étaient pas suffisants.

C'est bien tombé, Julien Castel et Pierre Francis, les fondateurs de Vitalliance, une entreprise de services à la personne spécialisée dans le handicap et la dépendance, cherchaient un informaticien pour développer le logiciel de gestion de l'entreprise. Ils l'ont embauché au démarrage de l'activité, en 2005, via la Junior Entreprise de Supélec

avant de lui proposer de s'associer. Pour réunir les fonds, ses parents casseront leur tirelire et Amir Reza-Tofighi fera deux prêts étudiants.

« Julien et Pierre étaient dithyrambiques, ils assuraient qu'il avait le potentiel pour devenir directeur général », se souvient **Mickaël Ohana**, serial entrepreneur, créateur notamment de CrossKnowledge, à qui le duo a demandé de coacher Amir Reza-Tofighi pendant cinq ans. Et l'année de ses trente ans, en 2014, il prendra effectivement les rênes de Vitalliance. Il en conserve toujours la présidence mais vient d'abandonner la direction générale, avec un beau bilan : 200 millions d'euros de chiffre d'affaires, et quelque 8.500 salariés au sein de 150 agences.

Loin, très loin d'un effectif de PME, grincent ses détracteurs au sein de l'organisation patronale. « Il ne connaît pas le quotidien des patrons des territoires, les problèmes de remboursement du PGE [prêt garanti par l'Etat, NDLR], les difficultés de ceux qui sont obligés d'aller au tribunal », énumère l'un d'entre eux. A contrario, ceux qui le soutiennent soulignent la légitimité de son succès entrepreneurial.

## **Aventures parallèles**

Car son parcours ne se limite pas à Vitalliance. Il s'est aussi investi dans deux autres entreprises au milieu des années 2010 : Click & Boat, la plateforme créée par Jérémy Bismuth et Edouard Gorioux, devenue la première application de location de bateaux, dont il a vendu ses parts en 2021, et Heetch, l'application de VTC. Pour cette dernière, il a participé, sur ses soirées et ses week-ends, à son développement.

Il est toujours actionnaire minoritaire de cette entreprise qui **a enregistré un résultat positif pour la première fois en 2024**, et dont, pour la petite histoire, l'un des deux créateurs est Teddy Pellerin, celui qui l'avait battu sur le fil à l'élection du bureau des élèves à Supélec. Ils sont ensuite devenus amis, et Amir l'a initié au backgammon, un jeu de société qui - peu le savent - est né en Iran où il fait fureur.

C'est à ces aventures parallèles qu'il doit sa réputation de startupper. Loin de la culture de la CPME mais somme toute « conforme à certaines aventures entrepreneuriales

aujourd'hui », souligne Michel Offerlé. Un parcours rapidement complété par un engagement militant au sein du patronat.

Son ami Yahya Fallah, cofondateur de Seven, une PME dans la formation et l'éducation, assure qu'« il a envie d'avoir un impact sur la société ». Amir Reza-Tofighi a commencé par s'investir dans la Fédération française des services à la personne, dont il a été président de 2016 à 2022. Aux manettes en plein Covid, il fera feu de tout bois à sa tête pour obtenir **l'extension de la prime Covid** aux salariés des entreprises d'aide à domicile.

**« « Il a envie d'avoir un impact sur la société. » »**

Yahya FALLAH Fondateur de Seven

La Fédésap - Fédération de services à la personne - est membre de la CPME et c'est à ce titre qu'il entre au comité exécutif en 2019. Très vite, il s'y fait une place. « L'acuité de ses interventions faisait mouche, il posait les bonnes questions, il brisait le ronron habituel », détaille un de ses membres. Et l'organisation a mis à profit ses compétences : à la tête de la commission innovation, il a ainsi piloté un programme de déploiement de l'IA dans les TPE-PME.

Il n'empêche que lorsque celui qui reste discret sur sa vie privée - le principal hobby qu'on lui connaît est le bricolage - a annoncé qu'il était candidat, il « a surpris son monde », dit le même responsable patronal. Son score est remarquable, car s'il était assuré d'avoir du succès auprès des fédérations professionnelles, il a réussi à conquérir la moitié des 112 unités territoriales, ce qui est beaucoup pour quelqu'un accusé de parisianisme. Il a manifestement su rassurer sur la nécessité de renforcer les pouvoirs des territoires.

## **Composer son comité exécutif**

Dans l'immédiat, c'est à la composition de son comité exécutif qu'il doit s'atteler. Son renouvellement va être conséquent : un bon tiers de l'équipe de François Asselin est sur le départ, dont des poids lourds comme Bénédicte Caron, vice-présidente aux Affaires économiques, ou Stéphanie Pauzat, vice-présidente déléguée. Il va falloir du doigté pour rassurer, alors que son profil « disruptif » bouscule certains.

Comme le prouvent ses premières prises de position publiques. Sur la forme, l'expression est un peu laborieuse. « Il a un vrai problème de communication, une élocution hachée, il faut qu'il y travaille », admet un membre du comité exécutif qui estime que « c'est un diamant brut qui va se polir, il faut lui laisser le temps ». Mais sur le fond, le discours percute. La fibre libérale est assumée de façon décomplexée.

Quand on lui parle simplification à sa première conférence de presse, le 23 janvier, il plaide pour un « Code du travail réduit à une page ». Devant les sénateurs qui l'auditionnent le 29 janvier, il défend « les lois d'exception pour Notre-Dame, les JO et Mayotte, qui pourraient devenir des lois normales ».

Amir Reza-Tofighi revendique depuis longtemps ce parler « cash ». Y compris avec les syndicats pour lesquels il a « beaucoup de respect ». Même s'il a été membre du conseil d'administration de l'Unedic et faisait partie de la délégation à la négociation sur les seniors début 2023, le nouveau dirigeant patronal a surtout côtoyé ceux de son entreprise et de la branche des services à la personne.

### **« Un interlocuteur de confiance »**

Ses interlocuteurs syndicaux le confirment, Amir Reza-Tofighi, qui a le tutoiement facile, a un abord « sympa ». Mais du côté de Vitalliance, le dialogue social peut être rugueux. La CFDT vient de lancer un droit d'alerte pour « surmenage professionnel et mise en danger des salariés » dans plusieurs « habitats partagés » pour personnes en perte d'autonomie. « Ce n'est pas un patron social », estime Stéphane Fustec, responsable des services à la personne à la fédération du commerce CGT, dont le syndicat a perdu sa représentativité dans l'entreprise lors des dernières élections.

A contrario dans la branche, « il a envie que les négociations aboutissent, je pense que cela répond à une conviction profonde », souligne le même syndicaliste. « C'est un

interlocuteur de confiance » qui « essaie d'être un vecteur de dialogue et de compromis », estime de son côté Guilain Bihan, chargé des services à la personne à la CFDT.

Amir Reza-Tofighi n'a pas encore rencontré tous les numéros un syndicaux. « Les relations sont à construire. Il faut attendre un peu pour savoir s'il va investir le dialogue social ou s'il va se concentrer sur une activité de lobbying patronal auprès des pouvoirs publics », estime, prudent, un syndicaliste. La révision de la réforme des retraites sera son premier test.

**Leïla de Comarmond, Marion Kindermans et Yves Vilaginés**